

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2013/35289]

1^{er} MARS 2013. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif à la structure modulaire de l'enseignement secondaire des adultes pour la discipline « diamantbewerking » (taillage de diamants)

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20;

Vu le décret du 15 juin 2007 relatif à l'éducation des adultes, notamment l'article 24, § 1^{er}, modifié par les décrets du 30 avril 2009 et du 1^{er} juillet 2011, et l'article 181, modifié par les décrets des 4 juillet 2008, 30 avril 2009 et 9 juillet 2010;

Vu la proposition du groupe directeur du 13 janvier 2012;

Vu l'avis du « Vlaamse Onderwijsraad » (Conseil flamand de l'Enseignement), émis le 20 mars 2012;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 6 décembre 2012;

Vu le protocole n° 785 du 11 janvier 2013 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité sectoriel X et de la sous-section 'Communauté flamande' de la section 2 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu le protocole n° 553 du 11 janvier 2013 portant les conclusions des négociations menées en réunion du Comité coordinateur de négociation de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'avis 52.768/1 du Conseil d'Etat, donné le 14 février 2013, par application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Egalité des Chances et des Affaires bruxelloises;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. En exécution de l'article 24, § 1^{er}, du décret du 15 juin 2007 relatif à l'éducation des adultes, les profils de formation pour la structure modulaire de la discipline « diamantbewerking », qui appartient à l'enseignement secondaire des adultes, sont fixés dans les annexes 1re à 4, jointes au présent arrêté.**Art. 2.** Les profils de formation, visés à l'article 1^{er}, sont évalués au plus tard pendant l'année scolaire 2016-2017. Les résultats de cette évaluation sont discutés avec le comité directeur visé à l'article 2, 42°, du décret du 15 juin 2007 relatif à l'éducation des adultes.**Art. 3.** A partir du 1^{er} février 2013, l'autorité d'un Centre d'Education des Adultes ayant la compétence d'enseignement pour la formation modulaire « Diamantbewerking BSO3 », a également la compétence d'enseignement pour les formations modulaires « Brilljanteerder, Diamantbewerker, Diamantsnijder et Kruiswerker ».**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} février 2013.**Art. 5.** Le Ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 1^{er} mars 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Egalité des Chances et des Affaires bruxelloises,

P. SMET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27083]

14 MARS 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les armes faisant partie de l'équipement réglementaire des agents de la Direction de l'Anti-Braconnage et de la Répression des Pollutions du Département de la Police et des Contrôles et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 1996 déterminant les armes faisant partie de l'équipement réglementaire des agents et préposés forestiers de la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes;

Vu le protocole de négociation n° 592 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 14 décembre 2012;

Vu l'avis du Ministre de la Justice, donné le 10 août 2012;

Vu l'avis 52.225/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 novembre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique et du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture et de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1° armes spéciales : les armes nécessaires à l'exécution des missions spéciales;
- 2° armes individuelles : les armes nécessaires à l'exécution des missions à caractère individuel;
- 3° Directeur général : le Directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;
- 4° missions spéciales : les missions organisées et planifiées avec l'accord préalable du Directeur général ou de l'Inspecteur général du Département de la Police et des Contrôles;
- 5° missions individuelles : les missions inhérentes au fonctionnement normal du Département de la Police et des Contrôles.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux agents visés à l'article D.139, 1°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement affectés aux missions de terrain de la Direction de l'Anti-Braconnage et de la Répression des Pollutions du Département de la Police et des Contrôles de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement revêtus de la qualité d'agent de police judiciaire, d'officier de police judiciaire ou d'officier de police judiciaire, auxiliaire du Procureur du Roi, dénommés ci-après « agents ».

Art. 3. L'équipement réglementaire des agents comprend des armes individuelles et spéciales.

Art. 4. § 1^{er}. Les armes individuelles sont :

- 1° les pistolets semi-automatiques;
- 2° un fusil à canons lisses de type basculant;
- 3° les aérosols ou vaporisateurs de petites capacités à gaz lacrymogène ou tout autre produit incapacitant;
- 4° les matraques ou bâtons rétractables de protection et de maîtrise, d'une longueur maximale de soixante-cinq centimètres;
- 5° les menottes.

§ 2. Les armes individuelles sont attribuées aux agents par le Directeur général ou l'Inspecteur général du Département de la Police et des Contrôles.

Les agents conservent leur armement dans un lieu sûr hors de portée des tiers lorsqu'ils ne le portent ni ne le transportent. Ils en assurent également l'entretien.

§ 3. Les agents présentent leurs armes lors de toute inspection et sont tenus de les restituer à toute demande dûment motivée du Directeur général ou de l'Inspecteur général du Département de la Police et des Contrôles.

Art. 5. § 1^{er}. Les armes spéciales sont :

- 1° les fusils semi-automatiques ou à répétition à canons lisses;
- 2° fusils semi-automatiques ou à répétition à canons rayés.

§ 2. Les armes spéciales sont confiées temporairement aux agents par le Directeur général ou l'Inspecteur général du Département de la Police et des Contrôles pour l'exécution des missions spéciales ou pour l'entraînement, et ne peuvent être portées qu'à cette occasion.

Art. 6. § 1^{er}. Les Ministres qui ont l'Environnement et la Conservation de la Nature dans leurs attributions ou leurs délégués déterminent l'armement ou partie de l'armement dont les agents sont porteurs suivant la nature de la mission et en tenant compte des aspects techniques et de l'exigence de sécurité.

Lorsqu'ils sont en service, les agents sont porteurs uniquement de l'armement déterminé en vertu de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Les armes à feu sont exclusivement chargées avec les munitions fournies par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. Ces munitions sont pour :

- 1° le pistolet : les cartouches à tête blindée, semi-blindée, creuse;
- 2° le fusil : les cartouches à plomb et à balle;
- 3° le fusil à canons rayés : les cartouches à tête blindée, semi-blindée, creuse.

Art. 7. Les armes visées aux articles 4, § 1^{er}, et 5, § 1^{er}, sont la propriété de la Région wallonne.

Elles sont inscrites dans un registre tenu à jour qui mentionne :

- 1° la nature;
- 2° la marque;
- 3° le modèle;
- 4° le type;
- 5° le calibre et le numéro de chaque arme;
- 6° l'identité du détenteur.

Le responsable de l'armement, désigné par le Directeur général ou l'Inspecteur général du Département de la Police et des Contrôles, établit et tient à jour ce registre. Ce responsable tient aussi à jour un second registre qui indique les munitions entrées, sorties et consommées.

Les armes qui ne sont pas attribuées à un agent sont entreposées soit dans une chambre forte, soit dans une armoire forte d'un bâtiment de service.

Art. 8. Pour être titulaires d'armes de service, les agents suivent avec fruit des formations théoriques et pratiques relatives aux tirs et aux missions de police et disposent d'un certificat d'aptitude psychologique délivré par le Service de Prévention et de Médecine du Travail ou par un service médical assimilé.

Le Département de la Police et des Contrôles de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement organise les formations visées à l'alinéa 1^{er} et les dispense annuellement. Les membres du personnel qui ne satisfont pas à cette condition, suivent un module de formation de remise à niveau.

Art. 9. Toute mise en joue d'une personne à l'aide d'une arme à feu, ou tout usage à l'encontre d'une personne d'une ou plusieurs armes visées aux articles 4, § 1^{er}, et 5, § 1^{er}, fait l'objet d'une information immédiate du procureur du Roi, confirmée par l'envoi d'un procès-verbal relatant les faits

Tout autre tir effectué en dehors des exercices de tirs fait l'objet d'un rapport circonstancié au Directeur général.

Art. 10. Le Directeur général peut retirer les armes dont un agent dispose, après avoir préalablement entendu celui-ci exposer ses moyens de défense, lorsque :

1° l'agent n'a pas respecté le prescrit de l'article 9 du présent arrêté;

2° l'agent a fait l'objet d'une condamnation, coulée en force de chose jugée, pour des faits de violences physiques;

3° l'agent a été déclaré psychologiquement ou physiquement inapte au port d'arme par un médecin;

4° l'agent, qui pour des motifs personnels ou professionnels, a proféré des menaces verbales de violences physiques à l'encontre de membres de l'administration, ou à l'encontre de tiers à l'occasion de ses activités professionnelles, ou à l'encontre de quiconque dans sa vie civile;

5° l'agent manifeste des signes laissant supposer qu'il veut attenter à sa vie ou à la vie de tiers.

En cas d'urgence, le Directeur général peut retirer immédiatement, à titre conservatoire, les armes dont l'agent dispose. Il entend ensuite l'agent afin qu'il puisse exposer ses moyens de défense.

Art. 11. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 1996 déterminant les armes faisant partie de l'équipement réglementaire des agents et préposés forestiers de la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes, modifié par l'arrêté du 3 juillet 1997, les mots « de la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

Art. 12. A l'article 1^{er} du même arrêté, les termes « de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » sont remplacés par les termes « du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ».

Art. 13. Aux articles 3, 6 et 8 du même arrêté, les termes « de l'Agriculture, » sont à chaque fois insérés entre les termes « Directeur général » et « des Ressources naturelles ».

Art. 14. Aux articles 5 et 6 du même arrêté, les termes « la Division de la Nature et des Forêts » sont à chaque fois remplacés par les termes « le Département de la Nature et des Forêts ».

Art. 15. A l'article 7 du même arrêté, les termes « La Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » sont remplacés par les termes « Le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

Art. 16. Le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions, le Ministre de l'Environnement et le Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 mars 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2013/27083]

14. MÄRZ 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der Waffen, die zur vorschriftsmäßigen Ausrüstung der Bediensteten der Direktion der Bekämpfung der Wildddieberei und der Ahndung der Verschmutzungen der Abteilung Polizei und Kontrollen gehören, und zur Festlegung der besonderen Bestimmungen über den Besitz, die Aufbewahrung und das Tragen dieser Waffen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, Artikel 87;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 1996 zur Bestimmung der Waffen, die zur vorschriftsmäßigen Ausrüstung der Forstbeamten und -bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region gehören, und zur Festlegung der besonderen Bestimmungen über den Besitz, die Aufbewahrung und das Tragen dieser Waffen;

Aufgrund des am 14. Dezember 2012 aufgestellten Verhandlungsprotokolls Nr. 592 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 10. August 2012 abgegebenen Gutachtens des Justizministers;

Aufgrund des am 12. November 2012 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 52.225/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität, des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst und des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Sonderwaffen: die Waffen, die für die Ausführung von Sondereinsätzen notwendig sind;

2° Individuelle Waffen: die Waffen, die für die Ausführung von individuellen Einsätzen notwendig sind;

3° Generaldirektor: der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

4° Sondereinsätze: die mit der vorherigen Zustimmung des Generaldirektors oder des Generalinspektors der Abteilung Polizei und Kontrollen organisierten und anberaumten Einsätze;

5° Individuelle Einsätze: die im Rahmen der alltäglichen Diensttätigkeit der Abteilung Polizei und Kontrollen anfallenden Einsätze.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die in Artikel D.139, 1° des Buches I des Umweltgesetzbuches angeführten Bediensteten, die den Einsätzen vor Ort der Direktion der Bekämpfung der Wildddieberei und der Ahndung der Verschmutzungen der Abteilung Polizei und Kontrollen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt zugeteilt sind und die die Eigenschaft eines Bediensteten der Gerichtspolizei, eines Offiziers der Gerichtspolizei oder eines Offiziers der Gerichtspolizei als Hilfsbeamter des Prokurators des Königs besitzen, nachstehend die «Bediensteten» genannt.

Art. 3 - Die vorschriftsmäßige Ausrüstung der Bediensteten umfasst individuelle und kollektive Waffen.

Art. 4 - § 1. Bei den individuellen Waffen handelt es sich um:

1° halbautomatische Pistolen;

2° Gewehre mit glatten Kippläufen;

3° Aerosole oder ein Sprays von kleiner Kapazität mit Tränengas oder jeglichem anderen kampfunfähig machenden Stoff;

4° Gummiknüppel oder ausziehbare Schutz- oder Abwehrstöcke mit einer maximalen Länge von fünfundsechzig Zentimetern;

5° Handschellen.

§ 2. Die individuellen Waffen werden den Bediensteten von dem Generaldirektor oder dem Generalinspektor der Abteilung Polizei und Kontrollen zugeteilt.

Wenn die Bediensteten ihre Waffen nicht tragen oder transportieren, bewahren sie sie an einem sicheren Ort auf, der Dritten unzugänglich ist. Sie sorgen ebenfalls für ihre Instandhaltung.

§ 3. Die Bediensteten haben ihre Waffen bei jeder Kontrolle vorzuzeigen und sie sind verpflichtet, sie auf jedes ordnungsmäßig begründete Ersuchen des Generaldirektors oder des Generalinspektors der Abteilung Polizei und Kontrollen zurückzugeben.

Art. 5 - § 1. Bei den Sonderwaffen handelt es sich um:

- 1° halbautomatische oder Mehrladegewehre mit glatten Läufen;
- 2° halbautomatische oder Mehrladegewehre mit gezogenen Läufen.

§ 2. Die Sonderwaffen werden den Bediensteten zeitweilig von dem Generaldirektor oder dem Generalinspektor der Abteilung Polizei und Kontrollen für die Ausführung von Sondereinsätzen oder zu Übungszwecken anvertraut. Sie dürfen nur zu diesen Anlässen getragen werden.

Art. 6 - § 1. Die Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereichen die Umwelt und die Naturerhaltung gehören oder ihre Beauftragten bestimmen je nach der Art der Aufgabe und unter Berücksichtigung der technischen Aspekte und der Sicherheitsanforderungen die Waffenausrüstung oder den Teil der Waffenausrüstung, die bzw. den die Bediensteten tragen.

Wenn sie im Dienst sind, dürfen die Bediensteten nur die in Absatz 1 festgelegte Waffenausrüstung tragen.

§ 2. Die Feuerwaffen dürfen nur mit der von der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt zur Verfügung gestellten Munition geladen werden. Diese Munition besteht aus:

- 1° für die Pistole: Patronen mit Vollmantelgeschoß, Teilmantelgeschoß, Hohlspitzgeschoß;
- 2° für das Gewehr: Schrotpatronen und scharfe Patronen;
- 3° für das Gewehr mit gezogenen Läufen: Patronen mit Vollmantelgeschoß, Teilmantelgeschoß, Hohlspitzgeschoß.

Art. 7 - Die in Artikeln 4, § 1 und 5, § 1 erwähnten Waffen sind Eigentum der Wallonischen Region.

Sie werden in ein ständig auf den neuesten Stand gebrachtes Verzeichnis eingetragen, das folgende Informationen umfasst:

- 1° die Art;
- 2° die Marke;
- 3° das Modell;
- 4° den Typ;
- 5° das Kaliber und die Nummer jeder Waffe;
- 6° die Identität des Trägers.

Das Verzeichnis wird durch den Generaldirektor oder den Generalinspektor der Abteilung Polizei und Kontrollen bezeichneten Verantwortlichen für die Waffenausrüstung erstellt und ständig auf den neuesten Stand gebracht. Dieser Verantwortliche führt ebenfalls ein zweites Verzeichnis, das die eingegangene, ausgegangene und verbrauchte Munition angibt.

Die Waffen, die keinem Bediensteten zugeteilt worden sind, werden entweder in einer Stahlkammer oder in einem Panzerschrank in einem Gebäude der Dienststelle aufbewahrt.

Art. 8 - Um eine Dienstwaffe tragen zu dürfen, haben die Bediensteten theoretische und praktische Ausbildungen in Schießtechniken und Polizeiaufgaben erfolgreich abzulegen. Des Weiteren müssen sie im Besitz eines von der Öffentlichen Dienststelle für Arbeitsmedizin oder von einer gleichgestellten medizinischen Dienststelle ausgestellten psychologischen Befähigungsnachweises sein.

Die Abteilung Polizei und Kontrollen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt organisiert die in Absatz 1 angeführten Ausbildungen und erteilt diese jährlich. Die Personalmitglieder, die diese Bedingung nicht erfüllen, müssen an einem Ausbildungsmodul zum Nachholen der erforderlichen Kenntnisse teilnehmen.

Art. 9 - Das Anlegen einer Feuerwaffe auf eine Person oder die Benutzung einer oder mehrerer in den Artikeln 4, § 1 und 5, § 1 angeführten Waffen gegen eine Person ist in allen Fällen Gegenstand einer sofortigen Benachrichtigung des Prokurators des Königs, die durch die Zustellung eines Protokolls mit einem Bericht über den Sachverhalt bestätigt wird.

Jeder außerhalb der Schießübungen abgegebene Schuss ist Gegenstand eines ausführlichen Berichts an den Generaldirektor.

Art. 10 - Nachdem er vorab die Verteidigungsmittel eines Bediensteten angehört hat, kann der Generaldirektor die Waffen, über die dieser Bedienstete verfügt, einziehen, wenn:

- 1° der Bedienstete die Vorschriften von Artikel 9 des vorliegenden Erlasses nicht erfüllt hat;
- 2° der Bedienstete durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss wegen körperlicher Gewalt verurteilt worden ist;
- 3° ein Arzt den Bediensteten für das Tragen von Waffen für geistig oder körperlich untauglich erklärt hat;
- 4° der Bedienstete aus persönlichen oder beruflichen Gründen verbal körperliche Gewalt angedroht hat gegen Mitglieder der Verwaltung oder gegen Dritte im Rahmen der Ausübung seiner beruflichen Tätigkeiten oder gegen beliebige Personen im zivilen Leben;
- 5° der Bedienstete ein Verhalten an den Tag legt, das darauf schließen lässt, dass er nach seinem eigenen Leben oder nach dem Leben Dritter trachtet.

In Dringlichkeitsfällen kann der Generaldirektor die Waffen, über die der Bedienstete verfügt, im Rahmen einer Sicherungsmaßnahme unmittelbar einziehen. Anschließend hört er den Bediensteten an, damit dieser seine Verteidigungsmittel geltend machen kann.

Art. 11 - In dem Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 1996 zur Bestimmung der Waffen, die zur vorschriftsmäßigen Ausrüstung der Forstbeamten und -bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region gehören, und zur Festlegung der besonderen Bestimmungen über den Besitz, die Aufbewahrung und das Tragen dieser Waffen, abgeändert durch den Erlass vom 3. Juli 1997, wird der Wortlaut «der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region» durch den Wortlaut «der Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie» ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut «der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt» durch den Wortlaut «der Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie» ersetzt.

Art. 13 - In den Artikeln 3, 6 und 8 desselben Erlasses wird zwischen den Wortlaut «Generaldirektor» und den Wortlaut «der Naturschätze» jeweils der Wortlaut «der Landwirtschaft,» eingefügt.

Art. 14 - In den Artikeln 5 und 6 und 8 der französischen Fassung desselben Erlasses wird der Wortlaut «la Division de la Nature et des Forêts» jeweils durch den Wortlaut «le Département de la Nature et des Forêts» ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 7 desselben Erlasses wird der Wortlaut «Die Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt» durch den Wortlaut «Die Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt» ersetzt.

Art. 16 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, der Minister für Umwelt und der Minister für den öffentlichen Dienst werden jeder ihrem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27083]

14 MAART 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de wapens die deel uitmaken van de reglementaire uitrusting van de ambtenaren van de « Direction de l'Anti-Braconnage et de la Répression des Pollutions (Directie Stroperijbestrijding en Verontreinigingsbestraffing) van het « Département de la Police et des Contrôles » (Departement Ordehandhaving en Controles) en tot vaststelling van de bijzondere bepalingen betreffende het bezit, de bewaking en het dragen van die wapens

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 1996 tot bepaling van de wapens die deel uitmaken van de reglementaire uitrusting van de ambtenaren en de aangestelden van het Bosbeheer - Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest - en tot vaststelling van de bijzondere bepalingen betreffende het bezit, de bewaking en het dragen van die wapens;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 592 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 14 december 2012;

Gelet op het advies van de Minister van Justitie, gegeven op 10 augustus 2012;

Gelet op advies 52.225/4 van de Raad van State, uitgebracht op 12 november 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit, de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken en de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° bijzondere wapens : de wapens die gebruikt worden voor de uitvoering van bijzondere opdrachten;

2° individuele wapens : de wapens die gebruikt worden voor de uitvoering van individuele opdrachten;

3° Directeur-generaal : de Directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

4° bijzondere opdrachten : de opdrachten die georganiseerd en gepland zijn met de voorafgaande toestemming van de Directeur-generaal of de Inspecteur-generaal van het « Département de la Police et des Contrôles »;

5° individuele opdrachten : de opdrachten die eigen zijn aan de normale werking van het « Département de la Police et des Contrôles ».

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren bedoeld in artikel D.139, 1°, van Boek I van het Milieuwetboek die belast zijn met de opdrachten op het terrein van de « Direction de l'Anti-braconnage et de la Répression des Pollutions (Directie Stroperijbestrijding en Verontreinigingsbestrafing) van het « Département de la Police et des Contrôles » (Departement Ordehandhaving en Controles) van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, bekleed met de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie, officier van de gerechtelijke politie of officier van de gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, hierna « ambtenaren » genoemd.

Art. 3. De reglementaire uitrusting van de ambtenaren bestaat uit individuele en bijzondere wapens.

Art. 4. § 1. De individuele wapens bestaan uit :

- 1° de zelfaadpistolen;
- 2° een openknikkend geweer met gladde lopen;
- 3° een aerosol of een verstuiver met een kleine traangascapaciteit of elk ander uitschakelend product;
- 4° matrakken of intrekbare verweer- en overmeesteringsstokken, met een maximumlengte van vijftig centimeter;
- 5° handboeien.

§ 2. De individuele wapens, of sommige ervan, worden door de Directeur-generaal of de Inspecteur-generaal van het « Département de la Police et des Contrôles » aan elk ambtenaar toevertrouwd.

Als de ambtenaren hun wapens niet dragen of vervoeren, slaan ze die op in een veilige plaats buiten bereik van derden. Ze zijn ook verantwoordelijk voor het onderhoud ervan.

§ 3. De personeelsleden moeten hun wapens bij elke inspectie tonen en ze op elk behoorlijk gemotiveerd verzoek van de Directeur-generaal of de Inspecteur-generaal van het « Département de la Police et des Contrôles » afgeven.

Art. 5. § 1. De bijzondere wapens bestaan uit :

- 1° halfautomatische of repeergeweren met gladde lopen;
- 2° halfautomatische of repeergeweren met getrokken lopen.

§ 2. De Directeur-generaal of de Inspecteur-generaal van het « Département de la Police et des Contrôles » vertrouwt de bijzondere wapens tijdelijk toe aan de ambtenaren zodat ze hun bijzondere opdrachten of oefeningen kunnen uitvoeren. De wapens mogen alleen met het oog hierop gedragen worden.

Art. 6. § 1. De Ministers die bevoegd zijn voor Leefmilieu en Natuurbehoud of hun afgevaardigden bepalen welke wapens de ambtenaren moeten gebruiken voor de uitvoering van hun opdracht, rekening houdend met de technische aspecten en de veiligheidsvereisten.

De dienstdoende ambtenaren mogen geen andere wapens dragen dan die bedoeld in het eerste lid.

§ 2. De vuurwapens mogen alleen geladen worden met munitie die door het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu verschaft wordt. Deze munitie bestaat uit :

- 1° voor het pistool : volmantel- en halfgemantelde patronen, alsook patronen met een holle punt;
- 2° voor het geweer : hagelpatronen en scherpe patronen;
- 3° voor het geweer met getrokken lopen : volmantel- en halfgemantelde patronen, alsook patronen met een holle punt.

Art. 7. De in artikel 4, § 1, en 5, § 1, bedoelde wapens zijn het eigendom van het Waalse Gewest.

Ze worden ingeschreven in een register dat bijgehouden wordt en waarin de volgende gegevens voorkomen :

- 1° de aard;
- 2° het merk;
- 3° het model;
- 4° het type;
- 5° het kaliber en het serienummer;
- 6° de identiteit van de houder.

Het register wordt bijgehouden door de verantwoordelijke voor de wapens, die aangewezen is door de Directeur-generaal of de Inspecteur-generaal van het « Département de la Police et des Contrôles ». Deze verantwoordelijke houdt ook een tweede register bij van de ontvangen, uitgedeelde en gebruikte munitie.

De wapens die niet aan de ambtenaren toevertrouwd worden, moeten hetzij in een kluis, hetzij in een kluiskast van een dienstgebouw opgeslagen worden.

Art. 8. Om een dienstwapen te dragen, moeten de ambtenaren theoretische en praktische schietopleidingen, alsook opleidingen i.v.m. politieopdrachten met vrucht beëindigen en beschikken over een getuigschrift psychologische bekwaamheid, dat uitgereikt wordt door de « Service de Prévention et de Médecine du Travail » of door een gelijkgestelde medische dienst.

Het « Département de la Police et des Contrôles » van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu organiseert en verleent jaarlijks de opleidingen bedoeld in het eerste lid. De personeelsleden die niet voldoen aan deze vereiste moeten een bijscholingscursus volgen.

Art. 9. Het onder schot hebben van een persoon of het gebruik van één van de in artikelen 4, § 1, en 5, § 1, bedoelde wapens tegen een persoon wordt onmiddellijk meegedeeld aan de procureur des Konings en bevestigd aan de hand van een proces-verbaal waarin de gegevens worden vermeld.

Elk buiten de schietoefeningen gelost schot wordt in een uitvoerig verslag meegedeeld aan de Directeur-generaal.

Art. 10. De Directeur-generaal kan de wapens van een ambtenaar afnemen, na de ambtenaar voorafgaandelijk te hebben gehoord over zijn verweermiddelen, wanneer :

1° de ambtenaar de bepalingen van artikel 9 van dit besluit niet heeft nageleefd;

2° de ambtenaar bij een vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan, veroordeeld is voor feiten van fysiek geweld;

3° een geneesheer verklaard heeft dat een ambtenaar psychologisch of fysiek ongeschikt is voor het dragen van wapens;

4° de ambtenaar, om beroeps- of persoonlijke redenen, mondelinge dreigementen van fysiek geweld geuit heeft t.o.v. leden van de administratie, of t.o.v. derden ter gelegenheid van zijn beroepsactiviteiten, of t.o.v. van eenieder in zijn burgerlijk leven;

5° de ambtenaar tekenen vertoont die laten veronderstellen dat hij een aanslag op zijn leven of het leven van derden wil plegen.

In geval van nood kan de Directeur-generaal, onder bewarende titel, onmiddellijk de wapens afnemen waarover de ambtenaar beschikt. Daarna wordt de ambtenaar gehoord zodat hij zijn verweermiddelen kan uiteenzetten.

Art. 11. In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 1996 tot bepaling van de wapens die deel uitmaken van de reglementaire uitrusting van de ambtenaren en de aangestelden van het Bosbeheer - Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest - en tot vaststelling van de bijzondere bepalingen betreffende het bezit, de bewaking en het dragen van die wapens, gewijzigd bij het besluit van 3 juli 1997, worden de woorden « Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « Departement Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 12. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « Afdeling Natuur en Bossen van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu » vervangen door de bewoordingen « Departement Natuur en Bossen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 13. In de artikelen 3, 6 en 8 van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « van Landbouw, » telkens ingevoegd tussen de bewoordingen « Directeur-generaal » en « Natuurlijke Hulpbronnen ».

Art. 14. In de artikelen 5 en 6 van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « de Afdeling Natuur en Bossen » telkens vervangen door de bewoordingen « het Departement Natuur en Bossen ».

Art. 15. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « De Afdeling Natuur en Bossen van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu » vervangen door de bewoordingen « Het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ».

Art. 16. De Minister bevoegd voor het Natuurbehoud, de Minister van Leefmilieu en de Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 maart 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO